

Vendredi 19 novembre, 09h30-12h, salle R2-05, 48 bd Jourdan 75014 Paris

Compte rendu de la deuxième session du séminaire Sciences sociales et alimentation animé par T. Depecker, A. Fouquet et B. Véron

Rédigé par Théo Rougnant, étudiant en Master 2 Sciences Sociales Pratiques de l'Interdisciplinarité (ENS PSL / EHESS)

Résumé : Cette séance porte sur la présentation et la discussion d'un ouvrage collectif : *Cantine et friandises. L'école et l'alimentation des enfants* (Tours, Presses universitaires François Rabelais, coll. « Tables des hommes », 2021). Cet ouvrage, auquel ont participé 14 auteurs de sociologie, sciences de l'éducation et sciences de l'information et de la communication, est dirigé par Philippe Cardon et Simona De Iulio. Il s'intéresse à la question de la place qu'occupe l'alimentation dans l'école avec pour thèse centrale le fait que l'alimentation scolaire ne se résume pas à la cuisine de la cantine mais regroupe une diversité de scènes sociales : médias, État, industriels, cour d'école, salle de classe, cantine... L'alimentation scolaire est loin d'incarner le modèle idéal de l'orthodoxie nutritionnelle, c'est une construction complexe controversée, avec des luttes d'acteurs mettant en jeu des dynamiques de classe et de genre. Les interventions de P. Cardon et S. De Iulio, L. Mathiot ainsi que S. Kovacs et D. Orange-Ravachol, chacune ponctuée d'une discussion, permettent d'éclairer différentes pistes que propose cet ouvrage parmi les multiples autres dont seule la lecture permet de rendre compte totalement.

## **Philippe Cardon et Simona De Iulio : « L'éducation alimentaire à l'école comme "entreprise incertaine" »**

Cette première présentation porte sur le résultat principal de l'ouvrage en permettant d'introduire les différentes problématiques qui ont guidé l'enquête. L'alimentation comme éducation est devenue un objet central de gouvernement des enfants, et des citoyens d'une manière générale, via les politiques publiques, ce qui constitue une des grandes caractéristiques de la société française verticale en comparaison à d'autres pays. L'apport pluridisciplinaire au cœur de cet ouvrage paraît essentiel pour saisir cet objet protéiforme que constitue l'alimentation des enfants à l'école.

Un retour historique permet de contextualiser et de resituer le propos dans une dynamique temporelle. La littérature sur le sujet dévoile un faible intérêt des sciences sociales pour cette question, davantage investie par les sciences médicales, de l'organisation, ou liées aux professionnels de la restauration publique. Par un retour sur l'histoire<sup>1</sup>, il est possible de voir que les temps de restauration, entre le XII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles, étaient pourtant l'occasion de disséminer des préceptes chrétiens. Puis, à partir du XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècle, les cantines scolaires sont devenues des lieux où affirmer la laïcité, les principes de l'hygiène et d'amélioration de la santé publique. C'est seulement depuis le début du 21<sup>ème</sup> siècle que les programmes scolaires abordent le fait alimentaire comme un fait holistique, sous toutes ses dimensions disciplinaires. La réforme alimentaire par l'éducation est ainsi un projet ancien porté par plusieurs acteurs : l'État, le citoyen consommateur et l'industrie agroalimentaire. Tout au long du XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles, ces trois acteurs entretiennent des relations sous tensions desquelles 2 périodes se distinguent :

- Du XIX<sup>ème</sup> siècle à la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, cette période se caractérise par la pénurie alimentaire et la pauvreté. L'État soutient l'approche industrielle productiviste, où le seul contrôle exercé relève de la répression de la fraude. Ce dernier, par le biais de l'obligation scolaire, éduque les citoyens et en particulier les classes populaires et les filles dans leur rôle de future mère, éduquant à leur tour leurs enfants. Enfin, dans son rapport au citoyen consommateur, l'État rejette les actions des associations et de leurs revendications consuméristes
- De la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle à nos jours, cette période voit la fin de la pénurie alimentaire, une relative profusion ainsi qu'une massification de la classe moyenne. Les associations consuméristes deviennent des interlocuteurs politiques, l'État met en place des politiques publiques nutritionnelles et sanitaires à destination des entreprises agroindustrielles et une tension constante émerge dans cette période entre la croyance en une indispensable liberté des individus (notamment de consommer) et la nécessité de prendre en compte les possibilités néfastes de l'alimentation en tant que problème public. C'est la naissance de politiques publiques nutritionnelles sectorisées : envers les enfants, les femmes, etc.

Les jeunes, pour plurielle que soit cette catégorie<sup>2</sup>, deviennent la cible principale des politiques publiques incarnées dans les Programmes Nationaux Nutrition Santé et le Programme National pour l'Alimentation. La priorité est dès lors donnée à l'éducation à l'alimentation. Plusieurs acteurs ministériels se lient à cette éducation, comme le Conseil National de l'Alimentation, regroupant ministères, collectivités et universitaires, ou le Ministère de l'Éducation Nationale qui désigne l'école comme institution chargée de transmettre les connaissances indispensables pour adopter les comportements alimentaires adéquats.

Une multitude d'acteurs est dès lors impliquée dans l'alimentation à l'école, dans cette logique biopolitique<sup>3</sup>, ayant le rôle d'intermédiaires dans la diffusion de normes nutritionnelles : collectivités locales, mairies, chefs cuisiniers et personnels de cantines, éducateurs, enseignants, associations, entreprises agroalimentaires, médias, parents et élèves. Pour autant, les savoirs, normes, et prescriptions en matière alimentaires sont constamment reformulés, adaptés, remis en question, voire ignorés selon les scènes sociales, les statuts, les intérêts contradictoires ou les trajectoires personnelles des acteurs concernés.

---

<sup>1</sup> Par, entre autres, les travaux de D. Nourrisson (Nourrisson, D., & Parayre, S. (2012). Histoire de l'éducation à la santé à l'école : une lente et complexe ascension (XVIII-XXI<sup>ème</sup> siècles). *Spirale-Revue de recherches en éducation*, 50(1), 81-94).

<sup>2</sup> Galland, O. (2001). Adolescence, post-adolescence, jeunesse : retour sur quelques interprétations. *Revue française de sociologie*, 611-640.

<sup>3</sup> Dans la lignée de l'héritage de pensée de M. Foucault. Jacolin-Nackaerts et Clément montrent sur ce point l'étendue du pouvoir de l'école sur les corps dans la lutte contre l'obésité et ses limites (Jacolin-Nackaerts, M., & Clément, J. (2008). La lutte contre l'obésité à l'école : entre biopouvoir et individuation. *Lien social et Politiques*, 59, 47-60).

Apparaissent également des résistances par les acteurs, des contournements et éloignements des normes prescrites. Les campagnes de prévention en nutrition concilient des logiques plurielles contradictoires, notamment chez les enseignants qui constituent un groupe non homogène ayant ses propres logiques. L'éducation alimentaire n'est pas une évidence et se confronte au poids des structures sociales, où l'alimentation des ménages est socialement située, constituant des goûts de classe et produisant une consonance entre l'orthodoxie nutritionnelle et l'alimentation des classes moyennes et supérieures.

Une réflexion s'impose dès lors sur le risque que l'école puisse devenir une des institutions qui participent à penser l'autre comme celui qui mange de manière malsaine, incontrôlée, déséquilibrée, indisciplinée, irresponsable, vis-à-vis de soi, de la société et de l'environnement, menant à une stigmatisation.

### Discussion

Les échanges ont porté sur la finalité des politiques publiques en matière d'alimentation des enfants, consistant en un changement des comportements des enfants pour les faire adhérer aux normes alimentaires, dans le but de prévenir les maladies associées à ce qu'on considère comme des mauvaises pratiques alimentaires. L'enjeu pour les politiques publiques est de remettre en circulation des savoirs normés dans ce qui est vu comme une « cacophonie » de pratiques, c'est-à-dire de mettre en place une orthodoxie nutritionnelle. L'échelle locale permet toutefois de rendre compte de ce que font en pratique les enseignants, éducateurs, sur quels documents se basent les leçons etc., révélant des pratiques hétérogènes qui peuvent s'éloigner fortement de ce qui est prescrit en amont. Ces politiques publiques liées à l'éducation alimentaire portent également la marque de la vision d'individus et d'enfants futurs êtres rationnels à éduquer pour faire les bons choix et les diffuser à leur famille, sans que la responsabilité des industries agroalimentaires ne soit pleinement questionnée, ou seulement en marge par certains acteurs. Sur cet aspect, l'ouvrage de Fabrice Etilé sur l'obésité<sup>4</sup> aborde la question de la responsabilité des acteurs en dévoilant les logiques de marché et le processus de production des industries agroalimentaires, nécessairement plus avantagées dans le rapport de force avec les consommateurs, en particulier les enfants.

### **Louis Mathiot : « Collation matinale et différenciation sociale. Regards adultes et pratiques enfantines à l'école primaire »**

A partir de 2004, le Ministère de l'Éducation Nationale enjoint les écoles à éviter la collation lors de la récréation de 10h, mais c'est pleinement à partir de 2012/2013 que l'interdiction se fait dans les écoles élémentaires. La deuxième mouture du PNNS cible en effet particulièrement la jeunesse, avec sur le temps long l'ambition de réduire l'obésité et ses risques associés, et sur le temps court la volonté de faire des enfants des relais normatifs pour la sphère familiale. Interdire la collation, c'est faire intérioriser la norme de ne pas manger entre les repas et la diffuser dans les familles. Ce qui intéresse L. Mathiot dans la collation, ce sont premièrement les sociabilités enfantines qui se créent en rapport avec la nourriture. Ce ne sont pas en effet des consommations individuelles, ce sont davantage des consommations médiées par des transactions, des échanges entre enfants. Deuxièmement, l'enjeu est de voir comment l'alimentation est un analyseur des relations sociales et des rapports sociaux.

La méthode ethnographique employée dans les cours de récréation permet de rester dans un milieu d'interconnaissance, avec un échantillon réduit et stable, autorisant un suivi rapproché pour étudier les rapports sociaux. Ce que montre J. Delalande<sup>5</sup>, c'est que la cour de récréation est un espace exclu des adultes, faisant de cet espace le lieu de formation des cultures enfantines.

En quoi ces types de prises alimentaires peuvent être des moments d'éducation ? Tout d'abord, ce qu'il est possible d'observer ce sont les échanges de goûter, les trocs entre enfants, très nombreux. Par la collation se produit une première forme d'apprentissage qui est celle du don, de la triple obligation maussienne. Dans les suivis quotidiens, les échanges de nourritures ne sont pas forcément instantanés, le contre-don se fait le lendemain, ou les jours suivants et participe au tissage de liens de camaraderie. W. Corsaro montre en effet que les enfants ne sont pas dans une créativité autonome, ils reprennent des éléments, des connaissances du

---

<sup>4</sup> Etilé, F. (2013). *Obésité : santé publique et populisme alimentaire*. Éditions rue d'Ulm.

<sup>5</sup> Delalande, J. (2015). *La Cour de récréation : pour une anthropologie de l'enfance*. Presses universitaires de Rennes.

monde adulte et les reproduisent de façon créative sous la forme de jeux ou de formes plus sérieuses<sup>6</sup>. Le goûter en est une bonne illustration : à partir du CM2, quand les beaux jours arrivent, il est possible d'observer un groupe de 5-6 filles formant un cercle, assises et créant un pique-nique avec collectivisation de la nourriture. Ce n'est pas une forme de don, c'est une collectivisation (forme des repas adultes réappropriée) où chaque personne a son rôle : une qui rassemble, une qui distribue et d'autres qui surveillent. Apparaissent ainsi des normes, et leur pendant, les sanctions sociales, vis-à-vis des « gloutons » par exemple, rappelés à l'ordre voire exclus des prochains « goûters pique-niques ». La cour constitue un cadre d'apprentissage en réseaux informels des règles de civilités apprises par les enfants, dans une réappropriation des normes adultes.

En quoi la cour de récréation et la collation peuvent être les lieux d'apprentissage des rapports sociaux ? Les façons d'échanger, de consommer, se transforment en fonction des âges, des genres et des classes. En CM2, il y a par exemple le refus du goûter, visant à se distinguer des « petits », mettre en scène une hiérarchie d'âge dans la cour. En ce qui concerne le genre, du CE2 au CM2 apparaît un repli dans l'entre-soi sexué, tout du moins mis en scène dans la cour. Les rapports de classe s'observent ensuite dans cette interaction que constitue la collation, avec l'exemple d'enfants des cultures populaires qui exceptionnellement possèdent et distribuent des nouilles chinoises déshydratées crues ayant une valeur symbolique forte chez les enfants, inversant pendant un court instant les rapports de domination. Les discours des parents vis-à-vis de la collation sont également révélateurs des rapports de classe : le souci des milieux populaires n'est pas le même que celui des classes favorisées. En milieu populaire, la collation choisie par l'enfant permet de pallier un petit déjeuner pris trop rapidement, dans l'urgence d'un emploi du temps serré, tandis que dans les milieux favorisés il apparaît une régulation très importante de la prise de collation, où ce que donnent les parents ne constitue pas le plus populaire pour les enfants pour le troc, comme des Tupperware contenant des morceaux de fruits.

### Discussion

La discussion suivant la présentation a porté sur les pratiques familiales et les normes de genre. Par rapport aux pratiques alimentaires familiales qui ne touchent pas directement l'école, il semble que les élèves de primaire ne constituent pas en sujet de discussion ce qu'il se passe dans la famille, contrairement selon d'autres études aux élèves de collège. En ce qui concerne le genre, si l'intériorisation de l'injonction de minceur chez les filles n'est pas observée dans les « goûters pique-niques » de cette étude, les filles de CM2 se différencient des garçons dans la façon dont elles justifient l'abandon de la collation. Ces dernières mettent davantage en avant un contrôle de poids corporel, tandis que les garçons se justifient plus par une distinction liée à l'âge, et à la volonté de ne plus faire comme les « petits ».

### **Susan Kovacs et Denise Orange-Ravachol : « L'utilisation des documents sur l'alimentation dans la pratique ordinaire d'enseignants de l'école primaire »**

L'idée de ce chapitre, et de cette présentation, est de mettre en avant les scènes en classe, la complexité des interactions entre élèves et enseignants, de saisir les tensions et tiraillements dans la classe entre savoir ordinaire et savoir scientifique, entre visée d'autonomisation de l'élève et visée d'inculcation de normes. L'ancrage scientifique est constitué des sciences de l'information et de la communication et de la didactique, issue des sciences de l'éducation.

La recherche consiste en une étude de cas d'une école primaire d'un quartier urbain, une école qualifiée de « moyenne ». La place de l'alimentation y a été étudiée en centrant le regard sur les séances/séquences dédiées à la nutrition dans les classes de CP et CE1. S'il existe un centrage dans le projet d'établissement sur les questions notionnelles, l'école ne met en place certaines activités que lorsque les occasions se présentent, autour de la semaine du goût par exemple. Il existe une ambiguïté et un cloisonnement entre ce qu'il se passe dans la classe, dans la cantine et dans la cour de récréation, révélant une absence de transversalité entre les diverses scènes sociales.

La démarche employée est résolument ethnographique dans le fait d'assister à certains cours, et de réaliser des entretiens. Ce sont des séquences ordinaires avec des enseignants expérimentés qui ont été observées, et les chercheuses ne sont pas intervenues. S'y ajoute également un intérêt pour la vie sociale des documents, c'est-à-dire leur circulation dans la classe et la manière dont cette circulation oriente les interactions et les

---

<sup>6</sup> Corsaro, W. A., & Eder, D. (1990). Children's peer cultures. *Annual review of sociology*, 16(1), 197-220.

prises de parole. Un angle épistémologique s'est alors construit, sur la façon dont se construisent les savoirs, les types de problèmes abordés dans la classe, pour saisir dans quel monde se jouent ces éducations à l'alimentation : comment interagissent le monde du quotidien, le monde de la classe et le monde scientifique ?

Un des exemples cités dans l'ouvrage est la pyramide des besoins alimentaires. Apparue dans les années 1990, cette pyramide représente en palier les types d'aliments à prendre en certaines quantités suivant les paliers. Si le PNNS critique la pyramide, arguant que tout n'est pas homogène dans les types d'aliments, avec certains vus comme bons et mauvais, elle est pourtant très mobilisée comme outil pédagogique par les enseignants. Dans cette étude les chercheuses observent la modification progressive d'un document qui va être didactisé pour neutraliser le mélange de prescription consumériste et nutritionnelle, une neutralisation d'une dimension controversée, avec une forme de simplification notamment. L'intérêt est ici de saisir comment la pyramide des aliments, document complexe mêlant aspects scientifiques et non scientifiques, est transformée par les enseignants et in fine d'observer ce qui est transmis aux élèves.

Au-delà de cet exemple, il apparaît que les enseignants souhaitent donner davantage la parole aux élèves dans l'éducation à l'alimentation, par une éducation aux choix, mais le poids de la forme scolaire<sup>7</sup> vient freiner les enseignants et les rabattent vers un discours prescriptif. A la forme scolaire s'ajoute également l'épistémologie des enseignants, la façon dont ils se représentent la construction des savoirs qui modifie cette transmission.

### Discussion sur cette présentation et sur l'ouvrage en général

La discussion porte tout d'abord sur l'utilisation par les enseignants de supports produits par les industries agro-alimentaires, comme c'est le cas dans cette étude avec une affiche du lobby du lait, conseillée à une enseignante par une nutritionniste. Les enseignants semblent en effet démunis face aux difficultés qu'ils rencontrent dans le choix des supports, dans le tri des informations et dans le fait de proposer des contenus qui parlent aux élèves mais pouvant reproduire des hiérarchies et des normes de manière implicite.

En ce qui concerne l'ouvrage, ce dernier est par nécessité centré sur les milieux urbains (Lille, Paris et Grenoble) du fait de l'assemblage des chercheurs, même si les milieux ruraux seraient au moins aussi intéressants à étudier. Il révèle ainsi une controverse principale sur les types de savoirs qui circulent dans les écoles, aujourd'hui davantage centrés sur les aspects nutritionnels que sur l'hygiène alimentaire. L'exemple de la pyramide alimentaire rejetée par les pouvoirs publics mais très utilisée par les enseignants est révélateur de ces enjeux didactiques et épistémologiques.

---

<sup>7</sup> Décrite notamment par G. Vincent (Vincent, G. (Ed.). (2021). *L'éducation prisonnière de la forme scolaire ? Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles*. Presses universitaires de Lyon).